CARREFOUR D'ANIMATION ET DE PARTICIPATION À UN MONDE OUVERT
CAPMO
435 Du Roi, Québec, QC G1K 2X1
418-525-6187 poste 221 / carrefour@capmo.org

ÇA ROULE AU CAPMO

www.capmo.org

Novembre 2026
Vol. 28, n°3

Le bâton et la carotte

Dans notre imaginaire collectif il fut un temps où l'ensemble des partis politiques convergeaient vers un projet de social-démocratie ambitieux pour combattre la pauvreté et établir enfin la justice sociale sur cette terre de misère qu'était le Québec. Aujourd'hui, l'idée même de souveraineté ressemble à un contenant sans contenu. De quelle souveraineté s'agit-il au juste, quel projet suppose-t-il ?

Le Québec, et sa principale société d'État, Hydro-Québec, font déjà saliver Elon Musk qui en aurait bien besoin pour ces centres de données informatiques. Ces milliardaires ne croient plus aux États-Nations, ni aux sociétés humaines, ni à la compassion ou à l'empathie. Je ne fais pas confiance à des ogres pour penser notre avenir.

Historiquement, le Québec moderne était le fier porteur d'une social-démocratie enviée dans le monde entier. Ce modèle n'était aucunement exclusif et fermé sur lui-même. Tous y étaient conviés pour construire ensemble le plus beau projet de société possible.

Malheureusement, avec la crise de l'endettement des années 1980 et le retour du capitalisme ultralibéral qui avait pavé la voie à la crise de 1929, les gouvernements ont perdu le contrôle sur leur projet de société. Ce n'est pas pour rien qu'ils ne sont plus capables de nous faire rêver. Désormais, la mainmise de la haute-finance, dicte les taux d'intérêts que chaque nation doit payer sur sa dette.

Aujourd'hui, la souveraineté est assujettie aux conditions extrinsèques aux besoins des peuples. Autrement dit, le néolibéralisme est incompatible avec tout projet de société autonome. Ils n'en veulent pas. Ce n'est pas pour rien que Cuba dérange tant ce modèle inamovible. La hiérarchie économique des nations ne permet aucune ascension, que de nouveaux rapports de subordination plus cruels. L'État de droit est moribond, seul la loi du fort s'applique.

Maintenant que la haute-finance a fini de cannibaliser tout ce qu'elle pouvait, elle se revêt du manteau de l'extrême-droite pour continuer son carnage de la nature et des sociétés. Et si par malheur, les peuples se rebellent, une bonne guerre viendra régler le mécontentement général.

En France, vers qui on se tourne pour recevoir l'approbation d'un monarque qui s'apprête à remettre le pouvoir à l'extrême-droite, - travail habile effectué par le gouvernement, les médias, les milliardaires et les forces de l'ordre- , de diabolisation de la France Insoumise, on ouvre la voie au Rassemblement National. Si demain la France n'est plus une démocratie, comment pourrions-nous nous inspirer d'une dystopie pire que la nôtre? Notre rôle dans cette histoire ne serait-il pas de préserver des espaces de souveraineté encore possibles en permettant l'union de tous et de toutes dans un projet rassembleur où une certaine image de l'humanité serait préservée ?

Yves Carrier

Dans ce numéro :

Travailler et se taire	**2**
Victoire de Lula	**3-5**
Le Brésil et le monde	**6-15**
Des nouvelles du CAPMO	**16**

Travailler et se taire: théâtre forum sur l'exploitation des travailleurs

L'exploitation des travailleurs existe au Québec et au Canada. Plus spécifiquement, le permis fermé encadrant la venue de travailleurs migrants temporaires contribue à créer un terrain propice aux formes d'esclavage contemporaine, notamment dans le secteur agricole et domestique. Des cas concrets ont été documentés et l'enjeu suscite désormais un effort concerté impliquant plusieurs organismes par des campagnes et d'actions et de plaidoyer. L'enjeu du travail forcé dépasse par ailleurs ces secteurs et inclut l'exploitation de personnes vulnérables , y compris la traite à des fins sexuelles.

Dans un contexte où le discours public sur l'immigration se durcit, la méconnaissance générales de ces réalités renforce l'urgence de conscientiser le grand public. C'est à cette condition que celui-ci pourra être mobilisé pour soutenir l'action sur le terrain et les propositions politiques porteuses de solutions.

Le théâtre-forum et son potentiel éducatif pour les enjeux sociaux

Le théâtre-forum est un outil de lutte issu du Théâtre de l'Opprimé, développé par Augusto Boal. Il sert à rendre visibles les injustices, à nommer les rapports de pouvoir et à outiller les personnes pour résister collectivement à l'oppression. À la différence du théâtre traditionnel, le théâtre-forum ne propose pas une histoire « à regarder », mais une expérience participative. Le public n'est pas spectateur, mais acteur. Il analyse ce qui se joue, identifie les mécanismes de domination et intervient directement dans la scène pour proposer, tester et confronter des stratégies d'action.

Concrètement, une représentation commence par la présentation d'une courte pièce inspirée de situations réelles d'oppression ou d'injustice. Les personnages sont placés devant des dilemmes concrets : abus de pouvoir, exploitation, discrimination, harcèlement, violence institutionnelle, etc. Une fois la scène jouée, l'animateur invite le public à réagir : que s'est-il passé? Pourquoi? Quels mécanismes sociaux ou politiques sont en jeu? Puis, dans un second temps, les spectateurs sont invités à « intervenir » dans la scène. Ils peuvent proposer des stratégies, suggérer d'autres comportements, ou même monter sur scène pour remplacer un personnage et tester une solution. Le but n'est pas de « corriger » l'histoire, mais d'ouvrir un espace d'expérimentation collective où l'on peut réfléchir, essayer, échouer, recommencer, et surtout comprendre la complexité des enjeux.

Le théâtre-forum transforme la colère, l'impuissance et l'indignation en réflexion collective et en capacité d'agir. Il permet de comprendre que les injustices ne sont pas des cas isolés, mais le produit de systèmes qui organisent la précarité et le silence. En offrant un espace sécuritaire pour essayer, se tromper et recommencer, il renforce la confiance, la solidarité et l'action collective.

C'est un outil de mobilisation puissant pour les milieux communautaires, syndicaux et citoyens, particulièrement pertinent pour lutter contre l'exploitation des travailleurs migrants et toute forme d'injustice sociale.

***

En suivant le lien suivant, on peut visionner un reportage sur une démarche récente de théâtre forum animée par Nancy Roberge.

https://youtu.be/wgULy7jv3lU?si=Y-v0cnhxn26bDuyt&t=758

Lula a remporté une victoire confortable au terme d'un retournement historique

Gustavo Veiga, Pagina 12, Argentine

Other News,

Le président a été réélu pour un quatrième mandat après avoir battu Flávio Bolsonaro avec plus de quatre millions de voix. « Cette élection est une défaite pour le négationnisme », s'est-il félicité.

Le Brésil a stoppé l'extrême droite, l'a mise en suspens. Il a réduit le volume de sa violence verbale, de sa cruauté flagrante, de sa xénophobie et de son racisme, et a permis à Lula d'être réélu président pour un quatrième mandat – le quatrième de sa longue et brillante carrière politique. Cela a été possible car, entre le premier et le second tour, il a réussi à accroître son soutien électoral de plus de 10 millions de voix – un véritable raz-de-marée électoral. Un vent de fraîcheur souffle également sur l'Amérique latine, étouffée par le trumpisme algorithmique et sclérosé, avec ses réseaux de corruption plutôt que par la cohésion sociale, où le Parti des travailleurs (PT) a également mené sa bataille culturelle entre le premier tour et le second. Le retour en force du leader historique du PT a eu lieu, et il a battu Flavio Bolsonaro, comme il l'avait fait avec son père quatre ans plus tôt. Mais son rival a exigé l'annulation des élections. « Il est impossible de reconnaître le résultat. »

Le site web du tribunal électoral affichait un message confirmant les résultats de l'élection : « Élection mathématiquement tranchée. » Un peu plus de 3 % des bulletins restaient à dépouiller. Le décompte final était de 64 136 514 voix pour le candidat et 59 767 869 pour son adversaire, soit une différence de 4 368 645 voix. En pourcentage : 51,70 % contre 48,22 %.

D'une voix tremblante, Lula prononça ses premiers mots : « Nous avons enregistré le plus faible taux d'abstentions et de votes nuls de l'histoire du pays, et je tiens à remercier les militants et le peuple brésilien pour leur générosité. Je remercie la jeunesse pour sa générosité dans la défense de la démocratie. » Il ajouta avec force : « Cette élection est une défaite pour le négationnisme. » Par ailleurs, il déclara : « Nous avons dû surmonter les ingérences étrangères », faisant référence aux accusations de favoritisme du PT envers l'extrême droite à Meta.

La force de la mobilisation citoyenne, massive et non limitée à un secteur social particulier, a rendu cette victoire possible. Le parti au pouvoir a remporté une victoire écrasante dans le Nord-Est, mais aussi dans le Minas Gerais, au centre-ouest du pays, où le candidat perdant avait conclu sa campagne et même battu Lula dès le premier tour. Cet État est crucial car il est le deuxième plus peuplé du pays, avec un peu plus de 21 millions d'habitants, mais loin derrière São Paulo, dont la population est presque équivalente à celle de l'Argentine.

La victoire de Lula, avec une marge supérieure aux prévisions des sondages pré-électoraux – dont la plupart le donnaient perdant – a également porté un coup dur à la crédibilité de certains conseillers qui ont orienté le vote vers l'opposition d'extrême droite. Le président argentin Javier Milei devra réparer les dégâts de cette injustice, une injustice dont le tranchant s'estompe, une injustice que son ami Bolsonaro a tenté d'imiter avec sa politique de réduction des dépenses sociales et sa gestion d'un État rongé de l'intérieur.

La victoire du PT ouvre une lueur d'espoir aux pays voisins et freine l'élan des forces réactionnaires. Celles de Milei, de De la Espriella en Colombie, de Bukele au Salvador, et bien sûr, de Trump et de son secrétaire d'État Marco Rubio.

Particularités du Brésil

L'élection présentait une particularité géographique. Au fur et à mesure du dépouillement, Lula n'était en tête que dans une seule des cinq régions du pays : le Nord-Est. Il était en retard dans les quatre autres, notamment dans la région la plus peuplée, le Centre-Ouest, qui comprend les États de São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais, les plus peuplés. Il était également en retard, comme cela s'est finalement confirmé, dans le Sud, et de justesse dans le Nord et le Centre-Ouest, la région la plus agricole. À 20h46 précises, le site web du tribunal électoral, mis à jour en continu, indiquait que le président bénéficiait d'une avance apparemment consolidée de plus de deux points de pourcentage, avec près de 80 % des bulletins dépouillés.

Ce fut un moment charnière, presque un tournant, qui coïncida avec des manifestations de rue organisées par les partisans du leader historique près de l'avenue Paulista. Le renouveau, incarné par l'électorat du PT et ses membres, commençait à se dessiner.

Bien que deux heures après la fermeture des bureaux de vote (à 21 heures), l'avance de Lula sur Flavio se soit lentement accrue, cette tendance à la hausse n'a pas permis au parti au pouvoir de proclamer la victoire. L'issue du scrutin restait incertaine. Cet avantage, bien que non décisif dans une élection aussi serrée, laissait entrevoir la possibilité que le peuple brésilien inverse la tendance historique et qu'un candidat éliminé au premier tour puisse cette fois remporter le second. Lula fut le premier à réaliser cet exploit.

Un dénouement que le journaliste sportif Dante Panzeri aurait qualifié, en termes de football, de « dynamique de l'impensable ».

Un événement sans précédent

Lorsque les bureaux de vote électroniques ont fermé à 17 heures et que le dépouillement a commencé, un véritable chaos électoral s'est produit. Suite aux accusations du parti au pouvoir faisant état de fraudes présumées dans deux grandes villes, São Paulo et Salvador de Bahia, dues à des entraves au vote – principalement un manque de transports –, le juge Cristiano Zanin, de la Cour suprême fédérale (STF), la plus haute juridiction du Brésil, a accordé une prolongation de deux heures.

Que s'était-il passé auparavant ? Le président du tribunal électoral, Kassio Nunes Marques, un magistrat proche des partisans de Bolsonaro, avait fermé les bureaux de vote comme prévu. Mais il a délibérément ignoré une information cruciale : la demande du président Lula de prolonger les heures de vote jusqu'à 19 heures, et ce pendant plus de trois heures. Une altercation a alors éclaté entre Nunes Marques et Zanin, qui avait accédé à cette demande, engendrant la confusion et la suspension temporaire du dépouillement jusqu'à la fin des deux heures de prolongation.

Au QG du PT, à l'hôtel Intercontinental, où grouillaient de journalistes de toutes nationalités, régnait l'incertitude, les questions restaient sans réponse et l'on suivait la situation avec attention, entre spéculations et informations non vérifiées quant à la suite du dépouillement. Finalement, le comptage des voix a repris et le pourcentage de votes comptabilisés, qui était de 0,25 % au moment de l'interruption, a recommencé à progresser. Lula était en tête, mais l'ancien sénateur Bolsonaro le talonnait de près.

Le fils de l'ancien président a pris la tête quelques minutes avant 20 heures, après avoir accusé un retard d'environ deux points depuis la reprise du dépouillement. C'était enfin le signe d'une élection serrée comme jamais dans l'histoire démocratique du Brésil. Pas même en 2022, lorsque Lula avait affronté et battu Jair Bolsonaro.

Le sénateur du Parti libéral (PL), coordinateur de la campagne de Flavio, a réagi au report en ces termes : « Le niveau d'ingérence de certains juges de la Cour suprême est stupéfiant. » Il faisait référence à Zanin, qui avait initialement accordé la prolongation pour Bahia, puis pour l'ensemble du pays. Le Parti des travailleurs (PT) a formulé des arguments similaires concernant le rôle joué par Nunes Marques, juge nommé par Jair Bolsonaro en 2020 pour superviser les tribunaux électoraux.

Le retard pris dans le vote, dû à un désaccord entre deux magistrats, a engendré un malaise, déclenché une vague de critiques et prolongé l'attente d'un dénouement digne d'un roman de Jorge Amado. L'épilogue ressemblait à un match de football à rebondissements : Lula prenait l'avantage, Bolsonaro le dépassait, puis, près d'une heure et demie après la fin de la prolongation électorale, le président reprenait l'ascendant, tel un attaquant de pointe. On aurait dit que chaque camp demanderait un temps mort dès que les pourcentages lui seraient favorables.

Quoi qu'il en soit, il s'agissait d'une élection où les protagonistes étaient des gens ordinaires, des individus anonymes issus des communautés rurales et marginalisées du Brésil, à travers l'immensité d'un pays multiculturel, où Lula était une figure omniprésente depuis la fin de la dictature. Un homme politique dont la carrière a connu des victoires et des défaites, mais qui l'inscrit résolument dans l'histoire de l'Amérique latine.

Journaliste et enseignant. Auteur de Sport, the Disappeared and Dictatorship, Clean Football, Shady Business et Where the Gang Rules: Hooligans, Power and Politics.



Et maintenant ? Le Brésil et le monde

Par Boaventura de Sousa Santos

Other News, 28 octobre 2026

Lula da Silva a gagné, la démocratie a gagné, le peuple brésilien a gagné. Les principales raisons de cette victoire sont les suivantes : la gauche s'est mobilisée et unie comme elle ne l'avait pas fait depuis longtemps ; cette mobilisation a transcendé les loyautés et les tactiques partisanes, se transformant en une avalanche d'actes spontanés d'une ampleur historique, alimentée par l'enthousiasme démocratique et la joie participative.

Le monde démocratique a suivi de près et avec inquiétude le processus électoral brésilien. La montée de l'extrême droite, l'ingérence impériale dans la politique intérieure des pays non pleinement alignés sur le pouvoir en place, la manipulation massive de l'opinion publique par les grandes entreprises qui contrôlent les plateformes de communication, et la transformation du néo-pentecôtisme évangélique en une sorte de CIA-USAID-Mossad-MI6 à des fins religieuses sont autant de mouvements mondiaux. Par conséquent, ce qui se passe au Brésil aura des répercussions à l'échelle planétaire. Ces répercussions seraient tout aussi importantes dans un monde où la démocratie libérale, même fragile, existe encore et où les relations avec les États-Unis et Israël sont complexes, que dans un monde qui, quel que soit son régime politique, se sent plus proche de la Chine, de la Russie ou de l'Iran.

En fin de compte, le duel opposait Lula da Silva à Donald Trump. Si Lula l'emportait, la démocratie et le mouvement pour un monde multipolaire fondé sur une nouvelle forme de coexistence pacifique triompheraient. Si Trump, en la personne d'un fasciste digne d'une république bananière, l'emportait, le mouvement mondial proto-fasciste et réactionnaire l'emporterait, de même que la recolonisation du monde au service d'un empire décadent, et le complexe militaro-industriel, numérique et financier mobilisé pour une nouvelle guerre qui ferait de la mort de millions d'innocents la solution à sa crise de rentabilité.

La curiosité mondiale s'est accrue du fait que les élections se sont déroulées en deux tours. Si la campagne de Lula da Silva a commis quelques erreurs au premier tour, peut-être par excès de confiance, le second tour a été exemplaire. Il a mobilisé le peuple démocrate dans les rues lors d'une manifestation massive, où les jeunes ont joué un rôle particulièrement important ; il a tiré les leçons de la défaite d'Iván Cepeda en Colombie en utilisant les réseaux sociaux de manière novatrice ; et surtout, il a présenté un candidat absolument hors du commun, un homme de quatre-vingts ans, courant, sautant, dansant et rayonnant sur les réseaux sociaux, lors de rassemblements et de débats.

Candidat à l'énergie politique forgée sous la dictature, habitué aux combats les plus acharnés, il était convaincu que ce combat était non seulement son dernier, mais aussi le dernier combat démocratique du Brésil, au bord d'une nouvelle et longue période de terreur fasciste. Depuis 1985 (le mouvement pour la fin de la dictature et le retour à la démocratie), jamais autant de personnes n'avaient défilé avec un tel enthousiasme dans les rues pour défendre une cause.

Cet enthousiasme était alimenté par l'horreur suscitée par le souvenir du règne grotesque, arrogant et incompétent de Jair Bolsonaro.

Lula da Silva a gagné, la démocratie a gagné, le peuple brésilien a gagné. Les principales raisons de cette victoire sont les suivantes : la gauche s'est mobilisée et unie comme elle ne l'avait pas fait depuis longtemps ; cette mobilisation a transcendé les loyautés et les tactiques partisanes pour se transformer en une vague d'actes spontanés d'une ampleur historique, d'enthousiasme démocratique et de joie participative.

Contrairement à ce qui s'était passé sur le continent et dans le monde, l'extrême droite, tant laïque que religieuse, soutenue par les plateformes des grandes entreprises technologiques, n'est pas parvenue à manipuler l'opinion publique ni à diffuser de la désinformation aussi librement qu'auparavant, et a dû faire face à une surprenante maîtrise technique des réseaux mis au service de la démocratie, de la vérité et de la lutte contre le fascisme.

Les électeurs du centre politique étaient alarmés par le réseau d'illégalités et la complicité obscure du candidat d'extrême droite avec les bas-fonds du crime organisé et de la corruption de haut niveau.

Un nombre important d'électeurs, quelles que soient leurs options politiques, étaient parfaitement conscients de la catastrophe humanitaire et de la détérioration de la coexistence démocratique sous le mauvais gouvernement de Jair Bolsonaro et ressentaient avec horreur le risque de revenir à ce style de gouvernement.

Mais, au-delà de tous ces facteurs, il convient de souligner que cette victoire porte la marque personnelle d'un géant de la politique, quelqu'un qui ressentait plus profondément que quiconque que le pays replongerait dans le chaos si le clan Bolsonaro et ses alliés arrivaient au pouvoir.

L'énergie avec laquelle il se réveillait chaque jour était celle de quelqu'un qui avait connu de très près la faim, la violence du travail sans droits, la répression policière et la dictature ; c'était l'énergie de tout un peuple déterminé à ne pas retourner à l'enfer d'une politique visant à tout détruire et à ne rien construire qui puisse se traduire par un plus grand bien-être pour la population.

Jamais auparavant un homme politique arrivé deuxième au premier tour n'avait remporté une élection ; jamais auparavant un homme politique n'avait réussi, en si peu de temps, à convaincre plus de 10 millions de nouveaux électeurs de reconsidérer leur choix. Lula da Silva occupe une place unique dans l'histoire de la démocratie mondiale de ces cinquante dernières années. Il incarne à lui seul le chemin ardu de la démocratie dans un monde de plus en plus en proie à la haine, à la cupidité et à une politique de mort. Il est le symbole des luttes, des risques, des défaites et des victoires. Lula da Silva a redonné aux Brésiliens et au monde démocratique un nouvel équilibre entre crainte et espoir.

Les grands perdants sont les élites, pour qui la démocratie a toujours été une menace à leurs privilèges. Le capital financier et les spéculateurs sur les marchés à terme et prédictifs (Polymarket et Kalshi) ont été vaincus ; malgré leur interdiction, ils ont multiplié leurs mises en misant sur une victoire écrasante de Bolsonaro. Meta et Mark Zuckerberg ont été défaits, ainsi que toutes leurs manœuvres visant à voler la démocratie et le bien-être en échange de profits faramineux, de luxueux bunkers à Hawaï et de babioles d'un autre monde, distribuées aux populations qui utilisent leurs réseaux.

Avant tout, Donald Trump et sa coterie de gauleiters ont été vaincus à la Maison Blanche et dispersés à travers le monde, déterminés à détruire tout ce qu'ils considèrent comme une menace pour la continuité de leur pouvoir, notamment l'émergence d'un monde multipolaire dirigé par de grands pays pour qui la souveraineté indépendante a de nouveau une saveur nationaliste défensive.

Avec la défaite de Trump et de l'extrême droite, les démocrates américains pourraient retrouver un espoir pour les élections de mi-mandat à venir. L'extrême droite européenne perd de son arrogance et l'Union européenne, prisonnière du complexe militaro-industriel, financier et numérique, devra revoir sa politique erronée consistant à entraîner l'Europe dans une guerre que personne ne souhaite, soi-disant pour défendre les Européens d'une menace invisible. L'imposition de l'austérité pour satisfaire les intérêts du capital financier producteur d'armements sera de plus en plus contestée, et Emmanuel Macron devra retourner à ses premières amours, comme employé de la famille Rothschild, tout comme Friedrich Merz devra reprendre son poste chez BlackRock, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde.

Les premiers pas

Les Brésiliens ont le droit de se reposer et de célébrer aujourd'hui et demain, car après-demain, ils devront se mobiliser à nouveau pour descendre dans la rue au moindre signe de remise en cause de leur victoire. Il ne faut pas s'y tromper : l'extrême droite tentera de semer le trouble, et nous ne pouvons pas espérer que la période à venir soit caractérisée par un « fonctionnement normal des institutions ». La rue restera le rempart démocratique contre toute tentative de déstabilisation. Beaucoup de choses peuvent se produire d'ici l'investiture du nouveau gouvernement.

Un exemple flagrant de la corruption du système politique brésilien actuel est le fait qu'une famille d'extrême droite quasi-totale, dirigée par un ancien président actuellement incarcéré pour cinq crimes (direction d'une organisation criminelle ; tentative d'abolition violente de l'État de droit ; coup d'État ; atteinte aux biens de l'Union ; et dégradation du patrimoine protégé) et condamnée à 27 ans et 3 mois de prison, est parvenue à faire élire pas moins de cinq de ses membres : son épouse et deux de ses fils, sénateurs ; son troisième fils, député fédéral ; son frère, également député fédéral ; et son ex-épouse qui, bien que non élue, a recueilli 65 496 voix. Ce clan est profondément enraciné dans un parlement dominé par le parti auquel il appartient.

Prochaines étapes

La gauche devra entreprendre une profonde introspection, non seulement sur ses nombreuses erreurs passées, mais aussi sur les exigences de cette nouvelle ère. Derrière le charisme de Lula Silva se cache la difficulté de reconstruire un leadership politique aussi efficace, tout en gardant à l'esprit qu'un leader charismatique est irremplaçable. Gouverner en cette nouvelle période ne sera pas chose aisée, car le Congrès est devenu une caricature encore plus grotesque de la diversité sociale et politique du peuple brésilien. Mais au moins, l'indépendance de la Cour suprême fédérale (STF) peut être préservée, ce qui est loin d'être négligeable.

Les luttes pour les droits et l'amélioration des conditions de vie engendreront une immense frustration si elles se limitent aux espaces ouverts par les institutions. La lutte démocratique se déploiera, avant tout, en dehors des institutions, dans la rue, au sein des syndicats, des mouvements sociaux et des organisations de la société civile.

La lutte démocratique sera nécessairement défensive dans un premier temps, c'est-à-dire une lutte pour recouvrer les droits acquis. Mais, à terme, elle devra devenir offensive afin de réaliser les réformes politiques et sociales qui empêcheront l'extrême droite de revenir au pouvoir.

La troisième étape : cinq idées clés

La réflexion à moyen et long terme n'est pas l'apanage du Brésil. Elle concerne l'ensemble du monde démocratique.

1. Actuellement, l'extrême droite instrumentalise la démocratie pour accéder au pouvoir, mais une fois au pouvoir, elle ne l'exerce ni ne le cède démocratiquement. Par conséquent, les élections ne sauraient constituer à elles seules un moyen de destituer l'extrême droite.

2. Le colonialisme n'a pas disparu avec l'indépendance. Un colonialisme interne s'est développé, et ce sont précisément les élites issues de ce système qui réclament aujourd'hui une intervention accrue de l'impérialisme américain pour maintenir leur pouvoir. Le colonialisme interne a toujours été lié à l'impérialisme. C'est pourquoi l'extrême droite, nationaliste dans d'autres contextes, se soumet aujourd'hui, en Amérique latine, au processus de recolonisation mené par les États-Unis. Le cas du Venezuela est tragiquement paradigmatique. L'Argentine et la Colombie suivront le même chemin en l'absence de résistance populaire. Comme dans le colonialisme historique, la loyauté n'est jamais garantie par la seule voie pacifique. Elle requiert toujours la possibilité d'une intervention militaire. D'où le Bouclier des Amériques, une alliance de protection militaire créée par les États-Unis avec la collaboration conditionnée des gouvernements latino-américains qui tombent sous leur contrôle. La victoire de la démocratie au Brésil représente un coup qui pourrait s'avérer fatal pour le Bouclier des Amériques.

3. La stratégie des BRICS visant à instaurer la multipolarité et le multilatéralisme prend un nouvel élan. Pour maintenir une forte présence en Amérique latine, elle devra renforcer ses relations avec les pays les mieux placés pour s'opposer à l'unipolarité américaine : la Chine, la Russie et l'Iran.

4. Non seulement l'Amérique latine, mais aussi l'Afrique et l'Europe sont envahies par un nouveau mouvement réactionnaire fortement idéologique : l'évangélisme néo-pentecôtiste. Sa principale caractéristique est la ratification religieuse de politiques d'extrême droite et du néolibéralisme le plus radical. Selon ce mouvement, puisqu'il n'existe aucune solution dans ce monde à la crise permanente et qu'aucune responsabilité sociale n'existe pour les crises individuelles au-delà de celle qui incombe à l'individu en crise, il n'y a de remède à une vie brisée que dans l'au-delà. Pour garantir le salut, il est nécessaire d'agir, dans ce monde, en stricte conformité avec la philosophie existentielle du néolibéralisme. La théologie de la prospérité est l'expression la plus claire du conformisme religieux :

« Puisque vous êtes divin et un avec Dieu, le simple fait de penser que vous êtes un avec Dieu signifie que vous ne pouvez pas être pauvre, car Dieu ne peut pas être pauvre […]

Puisque la pauvreté est, dès le départ, une croyance erronée, changez de croyance et ainsi la pauvreté sera guérie. La foi nous rend prospères. » Des sentiments comme l'amour, la charité, la compassion, la solidarité et la sollicitude devraient rester confinés à l'Église. En dehors de celle-ci, la haine, l'éloignement, l'indifférence, l'individualisme et la violence seraient la norme. Le réactionnisme néo-pentecôtiste crée chez les croyants deux réalités parallèles et incommensurables : la réalité de la souffrance terrestre et celle de la prospérité du salut dans l'au-delà. Ceux qui prospèrent ici-bas seraient les bienheureux, préfigurant la prospérité future de tous les croyants. L'existence de ces deux réalités parallèles vide de sens la délibération démocratique. Leur vote n'aurait aucune incidence sur ce monde éphémère, mais sur le monde immortel du salut. La création de ces deux réalités parallèles a été amplifiée par les réseaux sociaux, dont le mode opératoire consiste précisément à créer un monde numérique indépendant du monde vécu.

5. Le capitalisme est aujourd'hui plus que jamais incompatible avec la nature et la démocratie. La démocratie de demain ne sera possible que si elle implique une démocratisation du rapport entre l'humanité et la nature, la Terre Mère, comme l'appellent les peuples autochtones. La recolonisation de l'Amérique latine vise à pousser à l'extrême, et par là même, les deux incompatibilités du capitalisme (avec la démocratie et avec la nature).

À partir de ces cinq idées, je propose deux pistes de réflexion pour les démocrates au Brésil et dans le monde entier : en famille, dans les bars, au travail, à l'école, à l'université, à l'église, au sein des partis politiques, sur les places publiques et lors des festivals. Idéalement, cette discussion devrait se dérouler sans téléphone portable, afin d'éviter le vol de données qui permettrait aux algorithmes de comprendre nos aspirations et de les neutraliser, soit en les éliminant, soit en les banalisant.

La nature ne nous appartient pas : nous appartenons à la nature.

La philosophie cartésienne constitue le fondement de la modernité occidentale. Selon Descartes, il existe une séparation absolue et une hiérarchie entre l'humanité et la nature, ainsi qu'entre l'esprit et le corps. La nature est profondément exclue de la société, et cette exclusion s'étend logiquement à tous les groupes sociaux considérés comme plus proches de la nature. Les femmes, les peuples autochtones et les Afro-Brésiliens (qui constituent la majorité de la population brésilienne) ont subi cette exclusion. Tous les principaux mécanismes d'exclusion et de discrimination qui existent dans les sociétés modernes, qu'ils soient fondés sur la classe, la race ou le genre, reposent en fin de compte sur le dualisme radical entre société/humanité et nature, entre esprit et corps. La manière dont la société moderne appréhende l'infériorité est calquée sur sa manière d'appréhender la nature.

Si l'exclusion abyssale signifie domination par l'appropriation ou la violence, la nature – incluant la terre, les rivières et les forêts, ainsi que les peuples et les modes de vie niés à l'humanité précisément parce qu'ils font partie de la nature – a été la cible privilégiée de cette domination dans la modernité occidentale depuis le XVIe siècle.

Cette conception fut radicalement remise en question par un autre philosophe européen, Baruch Spinoza, et surtout, sa conception s'accorde pleinement avec celle des peuples autochtones des Amériques et d'Océanie. Pour Spinoza, une méthode différente de celle de Descartes est nécessaire. La méthode de Descartes repose sur le dualisme entre l'esprit et le corps, entre les pensées et les choses, et entre l'humanité et la nature. Or, si Dieu est le créateur de l'univers, alors Lui et sa création ne font qu'un. Dieu n'est pas transcendant parce qu'Il est la totalité de sa création, dont nous faisons partie. Bien que nous ne puissions pleinement comprendre sa volonté, nous pouvons comprendre la nature de toutes choses existantes, en nous fondant sur les lois que Dieu a établies en elles.

L'esprit et le corps, l'humanité et la nature, ne font qu'un : la nature est une unité. Les choses de Descartes, ces éléments ou objets distincts, déconnectés et impénétrables, sont de fausses abstractions. À l'instar des idées, les choses n'existent que par association avec d'autres choses ou idées. Le corps humain fait autant partie de la nature que l'esprit humain, et l'étendue et la pensée sont deux attributs différents d'un même tout. Les différences sont superficielles et non essentielles, puisque tout existe en relation avec tout le reste.

Or, le principe d'immanence est précisément le point de convergence entre la conception spinoziste et la conception de la nature chez les peuples autochtones. Ces derniers perçoivent la nature comme Pachamama, ou Terre-Mère, et affirment que la nature ne nous appartient pas ; c'est nous qui appartenons à la nature. Si la terre est une mère, nous devons prendre soin d'elle afin qu'elle puisse prendre soin de nous. Cette appartenance radicale réfute toute idée de dualisme entre l'être humain et la nature. L'entité divine, quelle que soit la manière dont elle est conçue, est une entité de ce monde et peut se manifester dans un fleuve, une montagne ou un territoire spécifique. Le divin est la dimension spirituelle du matériel, et tous deux appartiennent au même monde immanent.

Comme l'affirme Davi Kopenawa, chaman yanomami : « *Ce que les Blancs appellent « nature » est, dans notre ancienne langue urihi, la forêt, et aussi son image, visible uniquement aux chamans, que nous appelons Urihinari, l'esprit de la forêt. […] Ainsi, pour nous, les esprits xapiri sont les véritables maîtres de la nature, et non les humains. […] Les Blancs trouvent la nature qu'ils voient belle, sans savoir pourquoi. Nous, au contraire, savons que la vraie nature est à la fois la forêt et la multitude des xapiri qui l'habitent.*

On retrouve l'argument de Kopenawa dans les déclarations publiques d'un grand nombre de leaders et d'intellectuels autochtones qui font de plus en plus entendre leur voix, exprimant leurs propres perspectives et les opposant à « ce que les Blancs appellent la nature ». Au Brésil, Ailton Krenak s'est distingué plus que tout autre.

Les peuples autochtones, les plus exclus par la modernité capitaliste et coloniale, nous montrent la voie de l'avenir. Qu'ils soient nombreux ou peu nombreux importe peu. S'ils sont peu nombreux, c'est parce qu'ils ont été exterminés par les colonialistes et leurs descendants. Leur représentativité n'est pas quantitative, mais qualitative. Nous devons intégrer leurs perspectives aux débats sur l'avenir, car elles révèlent au mieux la contradiction entre capitalisme et nature et nous offrent des alternatives.

Vers la démodiversité

À court et moyen terme, un large débat devrait être engagé sur la nature du pouvoir politique et des systèmes politiques, afin d'intégrer les changements civilisationnels à l'agenda politique.

À l'aube de cette nouvelle ère, les classes laborieuses se trouvent confrontées à une situation paradoxale et quelque peu dilemmale : elles ne peuvent se passer ni de la démocratie libérale (là où elle existe) ni de l'État moderne, mais aucun des deux, en l'état, n'est à la hauteur des défis à venir. La démocratie libérale s'est considérablement dégradée, au point de devenir un régime hybride où se mêlent des éléments antidémocratiques, voire fascistes, ces derniers ne cessant de se développer. Surveiller les citoyens devient plus aisé que de les protéger.

Dans les décennies à venir, les classes laborieuses devront tirer le meilleur parti des institutions existantes – notamment les droits humains, les droits sociaux et économiques, la démocratie et l'État-nation – tout en œuvrant à une refondation démocratique de la politique et de l'État. Les sociétés, en général, entreront dans une période de profonds bouleversements sociaux et de tensions entre les luttes institutionnelles et extra-institutionnelles, entre les partis politiques et les manifestations de rue, entre les médias traditionnels et les réseaux sociaux et les formes de communication communautaires, entre les initiatives légales et illégales, et entre les réponses laïques à l'instrumentalisation politique de la religion et les réponses politico-religieuses aux politiques laïques et républicaines.

Est-il possible de sauver la démocratie représentative ? Et à qui cela profitera-t-il ? Dans tout processus de transformation sociale progressive, les termes initiaux des conflits sont définis par les classes dominantes ou les élites. Le meilleur moyen de mesurer les progrès des revendications et des luttes sociales réside dans l'évolution des termes mêmes du conflit. Actuellement, ces termes initiaux sont la démocratie et les droits humains. Toutefois, cela ne signifie pas accepter sans esprit critique l'interprétation dominante de ces concepts dès le départ. Les élections ne garantissent pas la représentation des intérêts de la majorité, si tant est qu'elle l'ait jamais été. Les marchands de peur veilleront toujours à ce que les aspirations des classes populaires ne dépassent jamais le stade du cauchemar. Si la discipline flanche et qu'une résistance se manifeste, l'État sera en état d'alerte permanent, prêt à réprimer. Dans les décennies à venir, l'état d'exception (état d'urgence, état de siège) deviendra la norme plutôt que l'exception.

Les premiers changements progressistes qui émergeront de ce conflit politique devront découler de revendications démontrant que la démocratie représentative ne peut être sauvée qu'en l'intégrant à une démocratie participative et délibérative, tant au niveau local que national. Bien plus cruciale que le simple exercice du droit de vote est une participation citoyenne organisée et non partisane à la vie politique.

Les partis politiques, tels qu'ils existent actuellement, n'ont pas d'avenir. Ils doivent céder la place à des mouvements-partis qui utilisent les outils de la démocratie participative. Cela implique de réinventer les partis politiques afin qu'ils deviennent des entités façonnées par la démocratie participative, garantissant ainsi la participation active de leurs membres et sympathisants, notamment en ce qui concerne l'élaboration des programmes et la sélection des candidats aux fonctions électives. La logique du temps bureaucratique doit céder la place à celle du temps démocratique.

Il est essentiel de séparer la sphère politique de la sphère économique, comme le préconise la théorie libérale, en prenant des mesures telles que la fin du financement des partis politiques par les entreprises, la suppression *du lobbying* et des partenariats public-privé, la mise en place d'un système rigoureux de détection et de contrôle des conflits d'intérêts, l'instauration du droit de révocation, l'introduction du budget participatif et l'adoption de réformes électorales rapprochant les représentants des électeurs. Une fois le système politique réformé, les juges de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle ainsi que le procureur général de la République devraient être élus au suffrage direct.

La réforme des médias est aussi urgente que la réforme politique. Un secteur de la communication publique solide est essentiel, et ceux qui contrôlent les médias privés ne doivent pas avoir d'intérêts financiers ailleurs. Il est impératif de rétablir, de promouvoir et de renforcer la communication citoyenne et communautaire, y compris la communication dans les langues non coloniales ou non officielles chaque fois que cela est justifié.

D'autres changements, plus profonds et progressistes, s'inscrivant dans le contexte des conflits politiques, impliqueront de considérer la démocratie non comme un régime politique, mais comme un processus global visant à la démocratisation progressive des relations sociales, économiques, culturelles, politiques et interpersonnelles au sein de la société. Il n'existe pas une seule forme légitime de démocratie, mais plusieurs, qui constituent ensemble ce que j'appelle la « démodiversité ». De même que nous ne pouvons vivre sans biodiversité, nous ne pouvons vivre sans « démodiversité ».

Dans les différents espaces et à toutes les époques de notre vie collective, les tâches de démocratisation doivent être accomplies différemment, et les formes de démocratie seront également diverses. La démocratisation de l'État est impossible sans la démocratisation de la société, sans la démocratisation des relations internationales et sans la démocratisation du rapport entre l'humanité et la nature.

Au sens le plus large, la démocratie est l'ensemble des processus par lesquels les rapports de force inégaux sont remplacés par des rapports d'autorité partagée. Les sociétés sont constituées d'une multiplicité d'espaces et de temps : la famille, la production, la communauté, le marché, la citoyenneté, le monde, et peut-être d'autres encore. Dans chacun de ces espaces, le besoin de démocratisation est le même, mais les formes et les pratiques démocratiques varient.

En adoptant la pensée politique du libéralisme, les sociétés capitalistes, colonialistes et patriarcales dans lesquelles nous vivons ont réduit la démocratie à la sphère spatio-temporelle de la citoyenneté, autrement dit, à ce que nous appelons l'espace de la citoyenneté, alors même que tous les autres espaces sont également politiques. C'est pourquoi la démocratie libérale tend à être, au mieux, un îlot démocratique au sein d'un archipel de despotismes. Réduite à l'espace de la citoyenneté, la démocratie libérale – également appelée démocratie représentative – est fragile et souvent sans défense face aux attaques des antidémocrates, des fascistes, des néonazis et autres forces d'extrême droite. L'actualité politique en témoigne.

Tandis que dans certains pays les luttes démocratiques se concentrent sur la défense des constitutions existantes, dans d'autres, les luttes démocratiques les plus avancées visent à convoquer des assemblées constituantes qui aboutissent à la rédaction de nouvelles constitutions, sur la voie d'un constitutionnalisme transformateur.

Les sociétés nationales sont aujourd'hui soumises à un double constitutionnalisme : le constitutionnalisme national, qui garantit généralement les droits des citoyens et l'existence d'institutions démocratiques, et le constitutionnalisme global des multinationales, des accords de libre-échange et du capital financier. D'énormes contradictions existent entre ces deux constitutionnalismes, car le constitutionnalisme global ne reconnaît pas la démocratie comme une valeur civilisationnelle. Et, plus grave encore, en cas de conflit entre les deux, c'est généralement le constitutionnalisme global qui prévaut.

Les enseignements tirés des processus constituants des soixante-dix dernières années dégagent trois principes directeurs. Premièrement, le pouvoir constituant doit perdurer même après la conclusion des travaux de l'assemblée constituante et la formation du pouvoir politique. Deuxièmement, pour que l'articulation entre démocratie représentative et démocratie participative soit prise au sérieux, il est essentiel de rompre avec la triade des trois pouvoirs souverains de Montesquieu et d'y ajouter un quatrième : un organe de contrôle citoyen, conçu pour garantir aux citoyens la maîtrise de la mise en œuvre des décisions démocratiquement prises. Enfin, le pluralisme juridique, l'interculturalité et la plurinationalité doivent être reconnus chaque fois que cela s'avère nécessaire pour garantir le droit à l'égalité lorsque la différence diminue la personne, et le droit à la différence lorsque l'égalité porte atteinte à son identité.

Révolutionner la démocratie et démocratiser la révolution

Les initiatives et mesures mentionnées ci-dessus, à titre d'exemples des défis à venir, pourraient être perçues par certains comme une révolution et par d'autres comme une conception excessivement ambitieuse de la démocratie. Concernant les luttes sociales, la tragédie du siècle dernier a été l'opposition entre démocratie et révolution. J'ose affirmer que l'enjeu est un double mouvement : démocratiser la révolution et révolutionner la démocratie. Le socialisme est une démocratie sans fin.

La condition fondamentale de ce mouvement réside dans l'articulation des luttes sociales. La fragmentation de ces luttes constitue peut-être aujourd'hui le plus grand obstacle à la lutte pour une société radicalement démocratique. Le XXIe siècle a vu la consolidation d'une conscience critique collective apparue au siècle précédent. Cette prise de conscience a impliqué l'identification et l'évaluation des différents facteurs structurels responsables des souffrances collectives et des vies brisées, notamment le capitalisme, le colonialisme et l'hétéro -patriarcat. Le Forum social mondial, qui s'est tenu pour la première fois à Porto Alegre, au Brésil, en 2001, a été l'étincelle mondiale qui a allumé cette nouvelle prise de conscience de la résistance des opprimés à la domination. Cette prise de conscience impliquait de reconnaître, d'une part, les différentes forces de domination présentes (et, par conséquent, les différents groupes sociaux responsables de l'oppression) et leurs modes d'action interdépendants, et, d'autre part, la nécessité d'articuler les luttes de résistance contre ces forces.

Cependant, la principale dynamique qui s'est dégagée dès lors n'a pas été celle de l'interconnexion, mais celle de la fragmentation, fondée sur l'idée que « ma lutte est plus importante que la tienne ». L'incapacité à distinguer des luttes qui, bien qu'égales sur le plan structurel, n'avaient pas la même importance au regard des différents contextes régionaux, culturels ou politiques dans lesquels elles s'inscrivaient, s'est avérée fatale. Cette fragmentation a atteint un point critique pour certains mouvements engagés dans des luttes qui, malgré la noblesse et l'urgence de leurs objectifs, ont fini par compromettre le succès d'autres luttes, voire par se révéler contre-productifs pour la cause qu'ils défendaient, en raison de leur nature isolationniste et extrémiste.

Je reconnais que révolutionner la démocratie et démocratiser la révolution n'est pas chose aisée, mais, à mon avis, il n'y a pas d'autre moyen d'enrayer la progression des forces d'extrême droite et fascistes qui occupent l'espace démocratique en promouvant la liberté économique comme valeur suprême, supérieure à toutes les autres formes de liberté, sans parler de l'égalité et de la fraternité. La misère de la liberté deviendra manifeste lorsque la grande majorité de la population n'aura plus que la liberté d'être malheureuse.

Boaventura Sousa de Santos, sociologue, est professeur émérite de l’Université de Coimbra au Portugal. Il est l’auteur de nombreux ouvrages.

Des nouvelles du CAPMO

Soirée mensuelle du 12 novembre 2026 à 18 h 30

Dans le cadre des Journées québécoises de solidarité internationale

Travailler et se taire, théâtre forum

À la Nef, coopérative de solidarité

160 rue Saint-Joseph à Québec

En collaboration avec :

CATHII, Centre d'action sur la traite humaine interne et internationale

CESIQ, Carrefour d'éducation à la solidarité internationale de Québec

Développement et Paix, section Québec

RATTMAQ, Réseau d'aide aux travailleurs et aux travailleuses migrants agricole du Québec

Lancement du réseau de solidarité pour la justice migrante à Québec

Jeudi 19 novembre, 17 h 30 à 20 h 30

YMCA, 302 rue du Parvis à Québec

Lors de sa dernière assemblée délibérante, le Collectif TRAAQ a adopté une nouvelle revendication :

Pour une baisse de 75% des tarifs de transport pour les personnes en situation de très faibles revenus

Considérant que la réduction des tarifs de transport de 50% avec ÉquiMobilité ne rejoint pas les besoins des personnes les plus vulnérabilisées.

Le Collectif TRAAQ propose d'exiger à la Ville de Québec une réduction de 75% par rapport aux tarifs de base pour les personnes vivant avec le revenu de base ou moins (20 400$ en 2026).

Soirée mensuelle du 17 décembre 2026 à compter de 17 h

Rencontre de Noël sous le thème de l'Accueil

2ème étage du 435 rue du roi à Québec